

COMMUNIQUÉ  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

## LE MANQUE DE PLACES EN SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE NUIT À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

**Montréal, le 25 février 2021** – Alors qu'on fait état du manque criant de places de qualité en services de garde éducatifs à l'enfance, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et la Chambre de commerce de Val-d'Or (CCVD) en compagnie de l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE) et de l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ), constatent que cette situation a également un impact important sur les entreprises du Québec et nuit à l'activité économique.

### Conséquences directes sur le développement des entreprises

Les échos auprès de la communauté d'affaires partout au Québec y compris en Abitibi-Témiscamingue, parmi les effets négatifs tangibles des manques de places, notons le retard dans le développement de nouveaux projets et les difficultés pour avoir accès à de nouveaux capitaux et le recrutement de nouveaux talents.

*« Le milieu d'affaires aux quatre coins du Québec nous exprime plus que jamais que le manque d'offre pour des services de garde éducatifs a des conséquences directes sur l'essor de leur entreprise. On observe des tendances lourdes sur l'activité économique, notamment en raison d'une hausse du taux d'absentéisme et d'employés qui doivent diminuer leurs heures travaillées. La conciliation travail-famille représente un défi pour de nombreux parents et trop souvent, ce sont des femmes qui en sont les victimes et qui doivent retarder leur retour au travail »,* a déclaré Charles Milliard, président-directeur général de la FCCQ.

### Un outil puissant pour l'économie

Des données qui font écho aux nombreux témoignages que l'on trouve sur les réseaux sociaux et dans les médias. Dans un sondage maison mené par l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE) auprès des familles sans place, près de 50% des répondantes subissent présentement une baisse de leur salaire, parce qu'elles doivent travailler à temps partiel, prolonger leur congé parental ou carrément retourner à la maison, alors que l'autre 50% des répondantes cherchent désespérément une place avant la fin de leur congé parental.

*« À l'origine, un des objectifs des services de garde éducatifs à contribution réduite était de permettre aux femmes d'accéder au marché du travail. Un objectif atteint avec plus de 70 000 femmes qui y ont accédé grâce à cette mesure. Force est de constater que la pénurie actuelle est un pas en arrière. Le manque de places empêche des milliers de femmes de poursuivre leur carrière et de participer pleinement à la société québécoise »* a affirmé Geneviève Bélisle, directrice générale de l'AQCPE.

### **Enjeu important en région**

Selon les données de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, le territoire de la MRC de La Vallée-de-l'Or est celui le plus en déficit de places en services de garde éducatifs à l'enfance en région, alors que les places offertes ne couvraient de 77% des besoins au 31 décembre 2019. Les estimations du ministère de la Famille démontrent que plus de 600 places sont manquantes alors que seulement 8 ont été ajoutées en région depuis 4 ans. Cela sans compter que les personnes responsables d'un service de garde en milieu familial continuent de diminuer de façon marquée depuis plusieurs années.

*« Il ne faut pas que le manque de place de qualité en services de garde éducatifs soit un frein au maintien et au développement de l'économie dans toutes les régions du Québec. Surtout dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre, où chaque emploi compte »* a renchéri Samir Alahmad, président de l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ).

*« Nous le savons, la main-d'œuvre est déjà un grand défi pour nos membres et particulièrement ces dernières années, les enjeux en lien avec les garderies sont venus exacerber la pénurie. Ça constitue un réel frein à la croissance et à la compétitivité de nos entreprises, en plus de nuire à notre attractivité. Nous clamons que nous sommes une région d'opportunités, nous travaillons à attirer des familles ici et à retenir nos jeunes professionnels, il nous paraît essentiel de pouvoir à tout le moins leur offrir des places en garderie pour leurs enfants »* a ajouté Jérémie Fournier, président de la CCVD.

### **Des conditions gagnantes pour la relance économique**

*« À l'instar des préoccupations du ministre de la Famille pour le développement des places, on sent une préoccupation palpable de la communauté d'affaires du Québec sur cet enjeu. Nous croyons qu'il serait nécessaire à ce stade-ci que des ministres à vocation économique, sociale et régionale s'impliquent également, afin qu'un plan d'accélération de places de qualité en services de garde éducatifs soit déployé pour les 50 000 enfants en attente. Il faut mettre en place toutes les conditions gagnantes pour une relance économique forte et durable »,* a poursuivi M. Milliard.

### **Recommandations pour pallier le manque de places**

Afin de corriger la situation et d'atténuer les impacts économiques du manque de places, le gouvernement doit agir sans délai. La FCCQ et la CCVD proposent de procéder à une réelle évaluation du taux de couverture des places offertes dans les différentes régions du Québec et d'offrir une formation accélérée pour l'éducation en service de garde, techniques d'éducation à l'enfance et formation à la petite enfance.

*« Il est impératif de débloquer le développement des services de garde éducatifs pour le milieu économique et pour la société québécoise dans son ensemble. Nous souhaitons jouer un rôle actif dans ce dossier et nous nous rendons disponibles pour discuter de solutions d'accélération du développement avec le ministre Lacombe. Nous répondrons aussi présents dans l'exercice des consultations publiques qu'il entend mener pour son livre blanc »,* a conclu Charles Milliard.

### **À propos de la Chambre de commerce de Val-d'Or (CCVD)**

La Chambre de commerce de Val-d'Or est un organisme à but non lucratif qui compte plus de 1 115 délégués actifs au sein de la communauté d'affaires. Ayant pour mission de promouvoir le développement socioéconomique, la CCVD agit comme partenaire mobilisateur, porte-parole et défenseur des entreprises de son territoire.

### **À propos de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)**

Grâce à son vaste réseau de 130 chambres de commerce et 1 100 membres corporatifs, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 50 000 entreprises exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. Plus important réseau de gens d'affaires et d'entreprises du Québec, la FCCQ est à la fois une fédération de chambres de commerce et une chambre de commerce provinciale. Ses membres, qu'ils soient chambres ou entreprises, poursuivent tous le même but : favoriser un environnement d'affaires innovant et concurrentiel.

### **À propos de l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPÉ)**

L'AQCPÉ exerce un leadership dans la représentation, le rayonnement et l'accompagnement d'un réseau éducatif de CPE/BC de qualité pour les enfants de 0 à 5 ans.

À titre d'expert en petite enfance, l'AQCPÉ vise à concrétiser le projet de société d'offrir à tous les enfants de 0 à 5 ans un accès universel à des services éducatifs de qualité en CPE/BC en collaboration avec les familles.

### **À propos de l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ)**

L'Association des garderies privées du Québec (AGPQ) défend les grands principes fondamentaux tels que le droit de l'enfant à des services de garde de qualité, le libre choix des parents quant au mode de garde, une plus grande reconnaissance du réseau des garderies privées par les instances gouvernementales, le rôle social tenu par le réseau au Québec, la pérennité des services de garde et la diminution des disparités existantes entre les garderies privées et les CPE.

L'AGPQ représente et défend ses membres sur différents comités, instances gouvernementales et tables sectorielles de la petite enfance, offre des services de formation et d'information à ses membres, promouvoit la continuité des garderies subventionnées et représente celles-ci à travers le Québec.

#### **Renseignements:**

Émilie Dumas, agente de communications

[info@ccvd.qc.ca](mailto:info@ccvd.qc.ca)

819 825-3703



CHAMBRE DE COMMERCE  
DE VAL-D'OR



**fccq** | Fédération des chambres  
de commerce du Québec

**Renseignements FCCQ:**

Félix Rhéaume

Directeur principal, Communications et relations externes

Fédération des chambres de commerce du Québec

[felix.rheaume@fccq.ca](mailto:felix.rheaume@fccq.ca)

Bureau : 514 844-9571, poste 3242

Cellulaire : 514 912-2639

**Renseignements AQCPE :**

Marie-Claude Lemieux

Directrice des affaires publiques et gouvernementales

Association québécoise des CPE (AQCPE)

[Marie-Claude.lemieux@aqcpe.com](mailto:Marie-Claude.lemieux@aqcpe.com)

Tél. : 514 326-8008, poste 208

Cellulaire : 514-268-1706

**Renseignements AGPQ :**

Mona Lisa Borrega

Communications de l'AGPQ

Tél : 514-214-2157

[correspondance@agpq.ca](mailto:correspondance@agpq.ca)